

L'ajournement

cants de balances métriques pour lesquels le marché domestique est saturé. Les États-Unis et le Japon entre autres pays y sont représentés.

Laissez-moi vous dire quels sont ceux qui ne jurent que par la conversion au système métrique d'ici le 1^{er} janvier. Je vais passer en revue la liste des membres du groupe. Treize membres représentent des fabricants étrangers de balances métriques. Pourquoi diable s'opposeraient-ils à la conversion au système métrique au Canada? Ils n'arrivent pas à vendre leurs fichues balances aux États-Unis, au Japon ou en Hollande. Autant s'en débarrasser chez nous. Nous ne sommes pas des cobayes pour les programmes de conversion au système métrique de tous ces pays étrangers. Il y a en outre onze fonctionnaires. Ils votent naturellement pour la conversion au système métrique le 1^{er} janvier. Sur ces onze fonctionnaires, six appartiennent à la Commission du système métrique et sont payés pour obliger la population canadienne à adopter le système métrique. Quatre autres fonctionnaires appartiennent au ministère de la Consommation et des Corporations. Au lieu de vous en lire les noms je les communiquerai à l'Imprimerie. Vous rendez-vous compte: il y a même un fonctionnaire du ministère des Postes qui vote pour la conversion au système métrique du secteur des détaillants en produits alimentaires. Si on fait le total, on a treize représentants de compagnies étrangères fabriquant des balances métriques qui veulent écouler leur production chez nous et onze fonctionnaires soit un total de vingt-quatre.

Combien d'épiciers détaillants votent pour le système métrique dans le groupe spécial intitulé Groupe de travail chargé des balances dans le commerce des aliments au détail? Vingt-et-un épiciers détaillants qui font parties de ce groupe ne sont pas contents. Comment ces 21 épiciers ont-ils voté, monsieur l'Orateur? Ils ont envoyé une directive aux trois ministres d'en face en leur disant qu'ils ne voulaient pas adopter le système métrique le 1^{er} janvier. J'ai des exemplaires de leurs communiqués. M. Boire, directeur exécutif de la Commission du système métrique s'est fait leur porte-parole auprès des ministres. Il a fait savoir au ministre que dans le secteur de l'alimentation de détail on ne voulait pas adopter le système métrique à compter du 1^{er} janvier.

● (2215)

Le gouvernement et les trois ministres responsables, soit celui de l'Industrie et du Commerce, le ministère de la Consommation et des Corporations ainsi que le ministère d'État (Petites entreprises et Tourisme) imposent le système métrique à nos concitoyens. Ils imposent le système métrique international français. Les boulons japonais ne s'adapteront pas aux écrous allemands et nous aurons le Système International. Il existe dix variétés de système métrique et nous avons choisi le pire. Nous ne voulons pas le système métrique, c'est le gouvernement qui le veut. Même la Commission du système métrique a recommandé de l'abandonner.

Je vais lire un extrait du communiqué du procès-verbal de la Commission daté du 7 mai 1981:

Les membres du secteur de l'alimentation de détail faisant partie du groupe de travail invitent vivement le gouvernement à retarder pour les produits de détail la conversion des balances au système métrique au Canada, conversion prévue dans la Partie I de la *Gazette* du Canada du 28 février 1981, et ils demandent que cette conversion soit synchronisée avec celle des États-Unis.

A cela, que répond le gouvernement? Que dit le secrétaire parlementaire? Je ne veux pas qu'on nous réserve les mêmes

sornettes que le 23 avril lorsqu'on nous a dit que tout le monde était partisan du système métrique. Qui veut ce système métrique? Est-ce que ce sont les Français qui le veulent ou bien les épiciers canadiens? Je mets le gouvernement au défi de nommer une seule organisation, une seule société, un seul homme d'affaires indépendant, un seul groupe de consommateurs, un seul conseil de détaillants ou un seul autre organisme qui souhaite imposer le système métrique au Canada et qui veuille, qu'à partir du 1^{er} janvier, les mesures impériales canadiennes soient considérées comme étant illégales.

Quels sont les Canadiens qui veulent payer des amendes, risquer des peines de prison, voir confisquer leur équipement à partir du 1^{er} janvier et ce, sur décret du conseil ou par mesure réglementaire? Aucune mesure législative n'a véritablement été débattue à la Chambre à cet égard. Aucune mesure législative n'a été adoptée visant à imposer le système métrique à nos concitoyens. Cette initiative, le gouvernement libéral l'a prise de manière dictatoriale et il a résolu à imposer à nos concitoyens un système métrique français qui est l'un des dix systèmes en vigueur actuellement au Canada. Les sociétés multinationales étrangères, y compris McDonnell Douglas, fabricant du CF-18A, ont renoncé. Cette société a décidé de «s'impérialiser» totalement. Le CF-16 a été un désastre. La société n'a même pas pu commander les pièces. Personne n'approuve le Système International sauf la France. Pourquoi adopter ce système métrique dans le domaine des poids et mesures dans notre pays? Pourquoi dépensons-nous l'équivalent de 564 millions de dollars pour acheter à des sociétés multinationales étrangères des balances fabriquées dans un autre pays?

Qui cette mesure satisfait-elle? Satisfait-elle le premier ministre (M. Trudeau)? Satisfait-elle le ministère de la Consommation et des Corporations, le ministère d'État (Petites entreprises et Tourisme) ou quelqu'un d'autre? On n'a jamais répondu à cette question. Je suis fatigué de la poser. Quelqu'un pourrait-il se lever à la Chambre et nous dire qui veut la conversion au système métrique dans le secteur de la vente des aliments au détail?

Mme Ursula Appoloni (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, d'une part le député vient d'accuser le gouvernement canadien de céder à celui de la France, à celui du Japon ou à celui de quelque autre puissance étrangère qui voudrait que nous adoptions le système métrique, mais nous le faisons de notre propre chef. Nous sommes des Canadiens. D'autre part, le député voudrait que nous attendions jusqu'à ce que les Américains nous aient rattrapés. Nous n'avons pas à rattraper ou à suivre quelque autre pays. Nous prenons nous-mêmes nos décisions. Nous allons continuer à le faire pour ce qui est du système métrique, comme des autres questions.

Le 23 avril 1981, le ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) (M. Lapointe) a signalé à la Chambre que le président de la Fédération canadienne des épiciers détaillants et le président de l'Association canadienne des petites entreprises lui avaient seulement demandé de les rencontrer pour envisager la possibilité d'établir un autre échancier pour la conversion des balances.

Le gouvernement a étudié non seulement les effets qu'auraient d'autres délais sur le programme de conversion des balances lui-même mais aussi les effets néfastes qu'il aurait eu